

**LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL****ADRESSE DEVANT LE CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION
DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Bangui, le 5 avril 2014**

Excellence, Mr Alexandre-Ferdinand Nguendet, Président du Conseil de Transition National,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil National de Transition,
Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique,
Excellence,
Mesdames et Messieurs

Merci de votre accueil.

Merci d'aider à acheminer votre pays dans la voie du redressement et de la réconciliation.

Je viens en République centrafricaine à un moment où elle est en proie à de profonds bouleversements.

Il y a un trou au cœur de l'Afrique.

Chaque jour, je me réveille en pensant aux épreuves que vous endurez et aux drames que vous vivez.

J'ai invité partout les responsables à intensifier leurs efforts.

Certains disent qu'il s'agit d'une crise oubliée.

Je suis ici pour m'assurer que le monde n'oublie pas.

Aujourd'hui j'ai rendu visite à des personnes arrachées à leur foyer.

D'aucuns vivent maintenant à l'aéroport. D'autres sont cernés en ville.

J'ai entendu leurs histoires effroyables. J'ai vu les conditions désastreuses dans lesquelles ils vivent.

Femmes, enfants et personnes âgées dorment en plein air. Les denrées sont rares. Le paludisme pourrait se propager. La saison des pluies ne fera qu'empirer les choses.

La communauté internationale a fait défaut aux Rwandais il y a 20 ans. Et nous risquons de ne pas en faire assez pour les Centrafricains aujourd'hui.

Des crimes atroces sont commis ici,

Une épuration ethno-religieuse est une réalité. De nombreux membres de la minorité musulmane ont fui.

Musulmans et chrétiens sont exposés à un danger mortel du simple fait de leur appartenance à une communauté ou de leur croyance.

La sécurité de l'État a cédé la place à un état d'anarchie.

Des personnes ont été lynchées et décapitées. La violence sexuelle prend de plus en plus d'ampleur. Des atrocités ont été commises sous les applaudissements des autres.

Une impunité totale règne, personne n'a eu à rendre compte de ses actes. Cela doit changer.

Je félicite les forces de l'Union africaine et les forces françaises dont l'action rapide a pu empêcher à ce jours le pire.

Mais leurs moyens sont insuffisants et elles sont submergées par l'ampleur même des besoins.

C'est pourquoi j'ai demandé que plus de contingents et d'unités de police soient immédiatement déployés.

C'est aussi pour cette raison que j'ai proposé la transformation de la MISCA en une opération de maintien de la paix des Nations Unies.

C'est ce qui a conduit de surcroît l'ONU à envoyer une commission d'enquête pour aider à veiller au respect du principe de la réédition de comptes et à empêcher de nouvelles violations des droits de l'homme.

Je salue la décision de l'Union européenne de déployer des forces dans les jours à venir.

Je continue cependant à exhorter la communauté internationale à faire davantage et à agir plus promptement.

Vous avez besoin de sécurité. Vous avez besoin d'état de droit. Vous avez besoin d'un avenir meilleur.

Le monde s'est entendu sur la responsabilité collective qui nous incombe de protéger une population lorsque l'État n'est ni soucieux ni à même de s'acquitter de cette tâche fondamentale.

Les Centrafricains ne devraient pas se ruer vers la mort, le temps que le monde se décide à tenir ou non ses engagements.

Vous avez attendu suffisamment longtemps.

Des décennies durant, la structure de l'État a été éviscérée par le gaspillage, la corruption et l'indifférence de la communauté internationale. La réalité était visible par tous.

Qui a payé le prix de cette indifférence? Les citoyens ordinaires.

En même temps que je lance un appel au monde, je lance également un appel au peuple de la République centrafricaine.

D'ici je vais directement à Kigali pour commémorer le 20ème anniversaire du génocide rwandais.

C'est votre responsabilité à tous -- en tant que leaders -- d'assurer que nous n'aurons jamais à commémorer un tel anniversaire en Centrafrique.

Ne répétez pas les erreurs du passé -- n'oubliez pas d'en tirer les leçons.

Le sort de votre pays est entre vos mains.

Les centrafricains ne doivent pas s'entretuer.

Vous êtes dotés de ressources abondantes et de terres fertiles.

Vous êtes un croisement de cultures et de peuples qui ont vécu en paix et en harmonie pendant des années.

Les dirigeants chrétiens et musulmans font des efforts vaillants pour promouvoir la tolérance et la coexistence pacifique à travers le pays.

Les organisations de la société civile avec plein de courage font de leur mieux pour exposer les abus et s'assurer que justice soit faite.

Vous avez en vous tout ce qu'il vous faut pour réussir.

La République centrafricaine peut remonter la pente.

Ce ne sont pas des paroles en l'air. Cela peut devenir une réalité.

Je l'ai vu se produire en Sierra Leone. Je l'ai vu au Libéria.

Ces pays se sont également enfoncés dans les basses et horribles profondeurs de la guerre mais en sont ressortis par la volonté de leur peuple et grâce à l'engagement et aux investissements de la communauté internationale.

Nous sommes en mesure de le faire et nous le ferons également.

Je suis honoré d'être debout à vos côtés et de vous représenter.
Mesdames et Messieurs,

Il y a quelques semaines, l'un des chefs religieux de votre pays m'a dit quelque chose qui me hante depuis.

Me fixant droit dans les yeux, il a simplement dit : « Nous avons peur de nos lendemains ».

Engageons-nous à construire un avenir d'espoir pour le peuple centrafricain -- un avenir de paix -- un avenir de réconciliation.

C'est l'avenir que je souhaite pour vous et vos enfants. C'est l'avenir que vous méritez.

Cet avenir, nous pouvons le construire.

Si nous faisons tout notre possible, la République centrafricaine pourra ainsi répondre à toutes ses aspirations.

Faisons tout pour y parvenir.

Je vous remercie.